

21.04.2026 - 09:00 Uhr

Société Suisse des Entrepreneurs: Risque de paralysie administrative: la SSE rejette l'initiative pour la durabilité

Zurich (ots) -

La Société Suisse des Entrepreneurs (SSE) rejette l'initiative pour la durabilité de l'UDC. L'instauration de plafonds d'immigration conduirait inévitablement à un alourdissement bureaucratique, aggraverait la pénurie de main-d'oeuvre et compromettrait sérieusement les relations économiques entre la Suisse et l'UE, lesquelles revêtent une importance capitale pour notre pays. Plutôt que d'alourdir inutilement la bureaucratie, il convient de résoudre les problèmes comme la pénurie de logements ou la saturation des infrastructures à l'aide d'investissements ciblés et de procédures de planification et d'autorisation plus efficaces.

La Société Suisse des Entrepreneurs (SSE) rejette cette initiative qui impose d'introduire un plafond démographique rigide. Elle se montre particulièrement critique à l'égard du changement de système prévu, qui prévoit l'instauration de plafonnements pour toutes les formes d'immigration; une mesure qui impacterait notamment le main-d'oeuvre qualifiée étrangère. L'instauration de plafonnements d'immigration conduirait inévitablement à un alourdissement bureaucratique. Les entreprises seraient confrontées à des procédures d'autorisation complexes et seraient contraintes d'attendre plus longtemps pour recruter du personnel qualifié. Des conflits de répartition entre les secteurs et les régions pourraient alors survenir, lesquels se feraient sans doute au détriment du secteur de la construction.

Malgré la promotion de la main d'oeuvre nationale, le secteur reste tributaire de la main d'oeuvre étrangère

Les entreprises de construction suisses accordent une grande importance à la formation des apprentis/es de leur région ainsi qu'à la formation continue ciblée des ouvriers/ères de la construction expérimentés/es. Dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre, l'immigration revêt toutefois une importance capitale dans le recrutement de la main-d'oeuvre pour le secteur principal de la construction, car elle contribue à pallier le manque de personnel. Malgré un engagement important en faveur de la promotion de la main d'oeuvre nationale, les personnes étrangères représentent environ deux tiers du personnel employé sur les chantiers suisses, une proportion constante depuis de nombreuses années. La grande majorité provient de l'UE, principalement du Portugal, de l'Italie, de l'Allemagne, de la France et de l'Espagne.

Ne pas compromettre les relations essentielles avec l'UE

Cette initiative présente en outre des risques importants pour la stabilité des relations avec l'UE, essentielles à notre économie. En tant que principal partenaire commercial, l'UE est étroitement liée au marché du travail suisse et aux chaînes de création de valeur. Toute atteinte à la libre circulation de personnes risquerait de compromettre les accords bilatéraux existants et de nuire considérablement à la sécurité de planification des entreprises. Le secteur de la construction repose sur des conditions-cadres fiables, des chaînes d'approvisionnement efficaces et des marchés libres.

Investissements essentiels dans les logements et les infrastructures

La SSE rejette l'initiative car elle se contente de soulager les symptômes sans en traiter les véritables causes. La pénurie de logements, les embouteillages et la saturation des infrastructures ne se résolvent pas en introduisant de nouveaux obstacles, mais en simplifiant les procédures, en réalisant des investissements et en attirant suffisamment de main-d'oeuvre.

Contact:

Johanne Stettler, porte-parole SSE
Tél. 058 360 77 06, johanne.stettler@entrepreneur.ch